HAL
open science

Ruralité et Occupation : la logique du non-consentement.

Anne Verdet

To cite this version:

Anne Verdet. Ruralité et Occupation : la logique du non-consentement.. Bulletin de la Société des Études du Lot, 2019, CXL, pp.64-69. hal-03376027

HAL Id: hal-03376027

https://hal.science/hal-03376027v1

Submitted on 13 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

RURALITÉ ET OCCUPATION :
LA LOGIQUE DU NON-CONSENTEMENT

à Pierre Laborie,
pour son art à décrypter la complexité.

Le Lot est un département où l'activité de la Résistance fut intense et bénéficia d'un large soutien de la population. La répression nazie ne s'y est pas trompée, en faisant une cible à part entière – les victimes civiles – pour couper les résistants de leurs bases. Dans quel terreau ce mouvement global de réaction à l'Occupation a-t-il pu naître, s'enraciner et se déployer? C'est la spécificité lotoise en la matière que ces quelques pages vont essayer de cerner.

Ruralité et pauvreté

Sa caractéristique essentielle, à l'époque, était, sans aucun doute, la ruralité. En 1931[1], Cahors n'a que 13 000 habitants et 83% des Lotois sont des ruraux, quand ils ne sont plus que 49 % en France. Les ruraux, ce ne sont pas seulement les paysans mais tous ceux qui indirectement vivent de l'agriculture. Sa ruralité se conjugue avec sa pauvreté. Les Lotois ne sont pas pour autant politisés et contestataires : le Lot n'est pas la Haute-Vienne ou la Corrèze, où une pauvreté encore plus grande a contraint, dès le début du XIXe, à partir travailler dans les manufactures. Un communisme rural, *« unissant archaïsme et modernité[2] »* s'y est développé.

Les lotois, eux, sont radicaux – dans une mouvance centre-gauche dirions-nous aujourd'hui – bons catholiques, et soumis à un système clientéliste à toute épreuve.

Une dimension symbolique

La naissance précoce d'un mouvement de résistance en Limousin (le premier appel de Georges Guingoin est d'août 1940) répondait à une logique ; la logique à l'œuvre dans le Lot, qui y conduisit finalement, était autre, essentiellement privée de cette dimension politique. Pour la comprendre, j'ai privilégié une explication par un attachement viscéral à des symboles, des symboles contrariés, inversés, par Vichy et l'Occupation.

J'ai appuyé ma démarche sur de nombreux témoignages (une cinquantaine) recueillis un peu partout dans le département – choix délibéré – de gens ayant vécu l'Occupation. Expression d'un vécu ô combien sensible, même à distance[3].

Qu'est-ce qu'un symbole ? C'est ce qui est indiscutablement commun aux membres d'un groupe, ce qui rassemble un groupe, ce en quoi tout le monde se reconnaît. Ces symboles correspondent à un certain ordre social, *« ils sont la machinerie de maintenance des univers sociaux »*, quels qu'ils soient. *« Ils légitiment un ordre institutionnel et ses impératifs pratiques ; ils le protègent des doutes qui peuvent l'atteindre[4]. »*

Trois symboles organisent l'univers mental des lotois, à la fin des années trente : la haine des Allemands, la propriété de la terre et la République. Les circonstances vont en faire un tout cohérent.

La haine des Allemands

Elle est le résultat évident de la guerre de 14/18, malgré la victoire dont on n'oublie pas le prix. Cette haine se confond avec l'horreur de la guerre. Les violences de la guerre, mais aussi la catastrophe socio-économique qu'elle a provoquée dans cette campagne déjà dépeuplée par la misère et l'exode lié au phylloxéra, à partir de 1878.

---

[1] 12 667 en 1931 et 13 269 en 1936, chiffres des recensements généraux de la population.

[2] Dominique Danthieux, « Le communisme rural en Limousin : de l'héritage protestataire à la résistance sociale, de la fin du XIXe siècle aux années 1960 », *Ruralia*, n° 16/17, 2005.

[3] Anne Verdet, *La logique du non-consentement*, Presses Universitaires de Rennes, 2014.

[4] Peter Berger et Thomas Luckmann, *La construction sociale de la réalité* [1966] Armand Colin, 1996, p. 127-159.

« *Vous savez, c'était* " *Haro sur les Boches !* " » Et les Boches avaient détruit leur République….

La propriété de la terre

C'est elle qui définit un statut social. Même ceux qui ont une autre activité sont, d'abord, propriétaires. Vrai même pour les plus petits, qui sont légion, et peuvent bien "travailler pour autrui" (25 % au début du siècle).

L'attachement à la terre s'étend à ce qu'elle produit, ce que l'on réussit à lui faire produire, en sarclant à la main... Le temps des *Massey Ferguson* est encore loin. L'autosubsistance est le mode dominant de la production agricole, élevage compris. À l'exception du tabac, réservé à des zones limitées du territoire, les cultures de rente, fruitières, sont précaires. Alors " nourrir les Boches ! " C'est pourtant bel et bien une clause de l'armistice. On ruse, on triche ou on se résigne, mais on n'en pense pas moins que l'on est injustement traité, exploité. Et ils furent bientôt désignés comme des profiteurs, *« responsables de la misère des villes »*. Ils étaient des modèles de l'idéologie vichyssoise *« ils deviennent des boucs-émissaires*[5]*»*. L'accusation, signée par le préfet, date de l'été 1942.

Nouvelle attaque de leur rapport à la terre, la réquisition du bétail (31 mars 1943). Le bétail, ce sont avant tout des bêtes de travail, tirant charrues et charrettes. On en possède trois ou quatre; davantage dans le Ségala ou la basse vallée du Lot, mais *« ceux qui avaient plus de dix vaches, ils avaient des domestiques »*. Le rapport à ses bêtes est très fort, en utilité et en proximité pour ne pas dire familiarité. Un témoignage peut dire le ressenti de cette exigence exorbitante : celui du paysan qui fit, à pied, avec une de ses trois vaches, 8km, de son hameau de Rampoux à la gare de Thédirac, d'où elle partait à l'abattoir.

Le rapt de la jeunesse

La réquisition pour le STO, fut la pire des agressions contre cette société paysanne, déjà privée de tous les jeunes hommes prisonniers (3 780). Mais pire encore, c'était le risque de perdre ses héritiers. À quoi bon avoir une terre si on n'a à qui la transmettre ? L'application de la loi du 16 février 1943 fut brutale : premiers départs moins d'un mois après, mais ensuite *« on s'est organisés »*. La proportion des « défaillants » est allée en augmentant, jusqu'à plus de 90% des requis de la fin de l'été. Au total, ils furent plus du tiers à "prendre les bois". Pour les paysans, c'était *« un défi et une sorte de revanche*[6] *»*. Et les réfractaires vont alimenter les maquis qui commencent à se constituer. Raison évidente pour aider ces maquis, vus comme une protection de ses jeunes.

La République

Elle est un autre symbole à défendre, central, du monde social des Lotois, des paysans particulièrement, puisque c'est elle qui les fit propriétaires, en même temps que citoyens. Les citoyens ont le droit inaliénable de choisir leurs représentants, au rôle stratégique d'intermédiaire entre eux et " le Pouvoir ", or il n'y a plus de République mais un État français.

Et les trois députés du Lot ont signé les pleins pouvoirs... Les Lotois, comme les autres, sont dorénavant privés d'élections et des débats passionnés entre Rouges et Blancs.

Ce reniement de leur république, il se concrétise avec la destitution des maires, pour *« hostilité à l'œuvre de Rénovation nationale »*, voire *« attitude et propos hostiles au gouvernement du Maréchal*[7]*»*. Il y en eut 31 de novembre 1940, (la loi l'autorisant est du 16 novembre), à fin 1942. Celui de Séniergues, Noël Poujade, un des fusillés de Boissières, le 30 juin 1944, le fut le 15 octobre 1941.

---

[5] D'après Pierre Laborie, « La mutation dans le comportement des paysans », in *Résistants, Vichyssois et autres. L'évolution de l'opinion et des comportements dans le Lot de 1939 à 1944*, Paris, éd. du CNRS, 1980, p. 257-260.

[6] P. Laborie, *Résistants, vichyssois et autres… op. cit.*, p. 259.

[7] AD46, 1 W 6.

Le remplacement d'un autre, dans le Ségala, fut très mal vécu : *« Le nouveau ! – " un cagoulard " – il avait transporté tous les papiers dans une carriole, tirée par sa jument, et la mairie c'était chez lui. Comme s'il y en avait plus ! »*

L'École

La République, elle a donné le droit à l'instruction, avec des possibilités grandissantes, depuis 1791, et l'École lui en est reconnaissante : elle est, par définition, au service de la République. L'École avait un rôle particulièrement important à jouer, dans cette contrée déshéritée. Des paysans instruits réussissent mieux que d'autres, et, un diplôme en poche, ne serait-ce que le certificat d'études primaires, permettait d'avoir un emploi hors de l'agriculture et d'échapper à la misère.

Le Lot a été sur-scolarisé. Le réseau public, souvent doublé d'un privé, est ambitieux avec l'ouverture d'écoles primaires supérieures dès 1879, sur injonction de Ferdinand Buisson lui-même, directeur national de l'enseignement primaire, pour celle de garçons de Montcuq[8]. Celles des filles ne furent pas en reste : il y en avait trois en 1904[9], alors que 29 départements n'en avaient encore aucune[10].

On attendait donc beaucoup des enseignants, et on estimait devoir un profond respect à ces nouveaux notables. L'obéissance aux maîtres perdure la scolarité terminée. Quand ceux-là se sont engagés, à des degrés divers, il fallait bien les aider, y compris pour des actes clairement illicites, *« ça ne se discutait pas ! ».* Et ils furent nombreux à le faire : l'initiative, ou le concours très actif, d'enseignants sont constitutifs de tous les mouvements de résistance du Lot. Des institutrices y avaient aussi leur rôle, plus discret - *« on l'a su après… »* - mais non négligeable, de transmission de messages.

Il y a pléthore de témoignages sur cette aide accomplie avec fierté, comme un jeu pour les plus jeunes, avec des sourires entendus, ou des larmes pour les fins tragiques des maîtres vénérés. Les unes et les autres enseignaient la morale laïque : elle devint *« une morale en action[11] »*, sans exégèse sur sa définition :

« Le parti à prendre entre la morale du devoir et la morale du plaisir, entre le patriotisme et l'égoïsme. [...] Elle est une culture générale de l'âme[12]. »

Les instituteurs et les curés

Quelle distance entre ces deux types de notables dans ce nouveau paysage ? Il y eut cohabitation bien plus qu'opposition. Convergence sur le fond : *« Mon institutrice, elle était communiste, mais elle nous enseignait la même chose que le curé[13]! »* Dans l'action aussi : *« Je portais des messages, j'avais 17 ans, ça m'amusait, mais je n'avais pas le choix : ceux qui me le demandaient, c'étaient le curé qui m'avait fait le catéchisme[14] et mon instituteur![15] »*

Et ces instituteurs, modèles patriotiques s'il en fut, vont être déplacés, de leur village ou du département, en raison de leur mauvaise influence sur la jeunesse, destitués si découverts francs-maçons, sanctionnés, comme "mauvais français". L'inversion du symbole est absolue.

---

[8] AD46, 1 T 34.

[9] Montcuq, 1887 ; Saint- Céré, 1892 ; Gourdon, 1904.

[10] Jean-Pierre Briand et Jean-Michel Chapoulie, *Les collèges du peuple*, Paris, CNRS/ INRP/Presses de l'ENS, 1992, p. 61-62.

[11] Laurent Douzou, *La Résistance, une morale en action*, Découvertes, Gallimard, 2010.

[12] Ferdinand Buisson, *Dictionnaire de pédagogie*, Hachette, 1887.

[13] Madame Meyniel, institutrice et secrétaire de mairie de Saint-Médard- Nicourby, qui fut déplacée, à la rentrée 1941, malgré les protestations de l'inspecteur d'académie (AD46, 1W 924) et l'abbé Souiry, appelé couramment " le curé de Terrou ", une de ses paroisses en effet. « Et notre maîtresse on lui a écrit pendant toute la guerre, et elle nous répondait individuellement ! »

[14] Le curé Cambou, de Sénaillac-Latronquière.

[15] M. Escassut, qui sera déporté suite à la rafle du 11 mai 1944. Il en est revenu, « et il a été prof au CEG ».

Le rôle des femmes
Il fut une autre composante de cette trame du refus, archaïque, profondément issue de la ruralité. Rôle sans éclat, mais utile, indispensable. Ces femmes rurales, paysannes, commerçantes, contraintes par les traditions à l'endogamie et à la dépendance matrimoniale, mais maîtresses dans leur foyer, elles ont élargi le groupe auquel elles fournissaient des services - nourrir, blanchir, soigner- à *« ces pauvres petits ! » « On leur gardait les œufs ! » « Et qu'est-ce que ma mère a pu raccommoder pour eux ! »* Elles ont joué leurs rôles traditionnels, mais avec une transgression majeure : inclure dans le cercle des étrangers ; étrangers... du village d'à côté peut-être, mais hors de la communauté d'appartenance. Quoi de mieux que la lessive pour les inclure symboliquement dans le groupe[16]?

Une nouvelle communauté
L'Occupation avait mis en péril au plus haut point cette communauté rurale, au plan matériel et symbolique. La nouvelle se nourrissait de la conscience collective d'appartenir à un même groupe, transcendant les intérêts individuels et porté par les mêmes symboles. L'unité constituée était à toute épreuve, tant *« ces deux mondes s'encastraient, dans une histoire communautaire des maquis et des ruraux[17]. »* Un paysan (de Tour de Faure) avait deux fils ; l'aîné, de la classe 42, fut requis pour partir en Allemagne au STO. Il ne se présenta pas, se cacha, mais insuffisamment : il fut appréhendé chez lui par les gendarmes et les suivit. Le père appela son cadet, 19 ans, et lui dit :

« Tu sais où est le maquis ? Tu vas avec eux, et tu y restes, sinon, ils viendront te prendre aussi et ça je ne veux pas. »

Une logique vitale
La ruralité spécifique du Lot et l'attachement aux symboles qui la caractérisent ont bien généré ces réactions, ces attitudes, ces actions minimes mais chargées de sens. *« La précocité, la fréquence et l'étendue de ces formes élémentaires de désapprobation méritent un sort autre qu'une espèce de condescendance, par comparaison avec le modèle héroïque[18]. »* Elles ont conduit certains jusqu'à l'entrée dans la Résistance, mais, pour la plus grande part d'une population prise au piège, elles ont signifié un non-consentement radical à l'Occupation. Le non-consentement fut une attitude mentale première. Une propension instinctive au refus. Pas un programme d'action. Les actions, elles viendraient, peut-être, si l'occasion s'en présentait[19]. Évoquer le non-consentement, comme une logique vitale, permet de *« contester une vision de la Résistance comme l'engagement isolé d'une minorité d'exception, qui aurait eu sa propre histoire et se serait nourrie d'elle-même.»* Pierre Laborie.

Anne Verdet*

---

[16] Anne Verdet « Femmes des campagnes et Résistance : des rôles traditionnels transcendés », in *La Résistance à l'épreuve du genre,* Actes de colloque, dir. Laurent Douzou & Mercedes Yusta Rodrigo, PUR, octobre 2018.

[17] H.R. Kedward « Le monde rural face au maquis... », p. 339-351, in *La Résistance et les Français : Lutte armée et maquis*, Besançon, Annales littéraires de l'université de Franche-Comté, 1996, p. 350.

[18] Pierre Laborie, *Le chagrin et le venin. La France sous l'Occupation, mémoire et idées reçues*, [Bayard, 2011] Gallimard, coll. Folio, 2014, p. 208.

[19] Anne Verdet, pour *Historiens & Géographes* **«** Définir le non-consentement en classe de Terminale. **»** Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie, septembre 2016.
https://www.aphg.fr/Definir-le-non-consentement-en-classe-de-Terminale

*Maître de conférences en sociologie, université d'Orléans, laboratoire POLEN, *Pouvoirs, Lettres, Normes.*